



LA RUSSIE DANS LE CAUCASE SUD

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant colonel CAMUGLI Vincent
dans le cadre du séminaire « La géopolitique de la Russie »**

**Directrice: madame Isabelle FACON
Chargée de recherche à la Fondation
pour la Recherche Stratégique**

Mars 2003

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
1) ENJEUX ET INTERETS DU CAUCASE SUD POUR LA RUSSIE.	8
11) ENJEUX ET INTERETS DE SECURITE	8
111) La cohésion de la fédération de Russie.....	8
112) La protection du territoire.	12
1121) limiter les pertes de façade maritime.....	12
1122) La nécessaire possession de bases militaires.....	12
1123) la protection des frontières.	13
12) ENJEUX ET INTERETS EN TERMES DE PUISSANCE ET D'INFLUENCE.....	13
2) LES MOYENS DONT DISPOSE LA RUSSIE POUR MENER SA POLITIQUE. .	14
21) le cadre de la C.E.I. pour réintégrer les pays de l'ex U.R.S.S.	14
22) l'exploitation des conflits internes au Caucase.....	16
221) les minorités internes aux pays de « l'étranger proche ».....	16
222) la protection des minorités russes.....	18
223) l'antagonisme arméno-turque et l'axe Moscou-Erevan-Téhéran.....	18
23) Les bases militaires et les accords de sécurité.....	20
24) La lutte anti islamique.....	21
25) l'outil de la dépendance énergétique.....	22
241) contrôler la production des pays pour les placer sous influence.....	22
242) contrôler les transits.....	23
243) influencer sur les consommateurs et les cours.....	25
25) les limites de la politique Russe dans la région.	28
CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE	30
LISTE DES ANNEXES.....	33

INTRODUCTION.

Le terme Caucase signifie « montagne des peuples ». Il s'agit d'une région complexe à l'histoire mouvementée.

La complexité caractérisant cette région tient tant au relief qu'à la mosaïque de ses populations, cultures, langues, mœurs et religions.

Le Caucase est constitué par deux chaînes montagneuses parallèles, orientées du Nord-ouest vers le Sud-est et s'étendant de la mer Noire à la mer Caspienne (cf. carte en annexe 1). La chaîne la plus au nord, d'une altitude moyenne de 5000 mètres, culmine à 5652 mètres au mont Elbrouz. La chaîne la plus méridionale ne dépasse guère l'altitude de 3000 mètres (sauf au grand Ararat à 5150m) et porte le nom de petit Caucase. Le versant Nord du grand Caucase est traditionnellement appelé la Ciscaucasie et la partie au sud de cette contrée (versant Sud du grand Caucase et chaîne du petit Caucase) est appelée la Transcaucasie. La Ciscaucasie fait partie intégrante de la fédération de Russie

La ligne de crête de chaîne Nord constitue une frontière naturelle de la fédération de Russie, celle de la chaîne sud délimite une frontière naturelle de la Turquie et de l'Iran. Entre les deux, divers compartiments de terrain constituent des états indépendants qui, au cours de l'histoire, ont été annexés ou soumis à une des puissances régionales.

Ces reliefs sont jeunes : ils sont non seulement élevés mais également très abrupts et il existe très peu de points de franchissement des chaînes. A l'exception des littoraux de la mer Caspienne et de la mer Noire, seules les passes de DARIAL¹

¹ GUDAURY, GLOLA et ZEMO ROKA situées respectivement à 2379, 2820 et 2995 mètres d'altitude (avec un tunnel routier pour la dernière garantissant son franchissement en tout temps)

permettent le franchissement du grand Caucase. Leur contrôle permet aisément celui des flux nord-sud, voire d'isoler la Ciscaucasie.

Les compartiments de terrain sont très marqués. Le caractère jeune du relief délimite clairement les vallées perpendiculaires au relief principal qui ne communiquent généralement que par le piémont. C'est ainsi que des populations nettement différenciées ont pu cohabiter pendant longtemps sans conflit, voire en ignorant souvent l'existence des autres. Nous verrons plus loin, qu'en revanche, la politique coloniale russe a généré des déplacements et un brassage source de conflits.

Les ressources géologiques sont peu connues et peu exploitées².

Les populations constituent une mosaïque aux multiples nuances tant du fait de leur origine, de leur nationalité, de leur langue et de leur religion que de leur évolution variée et des réseaux de relations sociales qui se sont développés (cf. carte en annexe 3).

Par leur origine, on distingue trois grands types de populations: indo européennes, caucasiennes et turciques³. La communauté d'origine de certaines populations peut expliquer des solidarités⁴ mais n'exclue pas des divergences d'évolution, notamment l'adoption de religions différentes⁵. Ces dissemblances permettent l'expression de solidarités variables selon la priorité accordée (religion, origine ou autre intérêt géopolitique) excluant tout à priori simpliste.

Les nationalités sont nombreuses et ne correspondent pas au découpage des états : des mêmes populations sont réparties au sein de plusieurs états (comme par exemple les Ossètes), de même que l'on distingue de multiples nationalités y

² La Géorgie possède quelques gisements pétroliers mais dépend à 95% de ses importations énergétiques. Elle produit également du nitrate d'ammonium et des métaux de couleur. L'Arménie recèle des filons aurifères et argentifères. Pétrole, houille, fer, cuivre, plomb, mica, marbre sont exploités en Azerbaïdjan.

³ Parmi les premiers, citons les Arméniens (venus d'Asie centrale au VII^{ème} av. JC), les russes, les grecs, les tribus iraniennes (Persans, kurdes, Ossètes (descendants des Alains) Tates et judéo-Tates, Taléchis). Parmi les populations caucasiennes citons les Tcherkesses (Kabardes et Tcherkesses) et les Tchétchènes (Abkhazes, Ingouches, Tchétchènes) et Lesghiens. Enfin, citons les Turcs Tatares et les Turcs.

⁴ par exemple le soutien des Tchétchènes aux indépendantistes Abkhazes.

⁵ Ainsi, au sein du groupe iranien, il reste quelques mazdéistes chez les Persans, les Kurdes sont en majorité islamisés et les Ossètes sont chrétiens.

compris au sein d'un même Etat⁶, ce qui est souvent source de tensions (cf carte en annexe 2).

La variété de langues recouvre celles des nationalités. On distingue trois ensembles : les langues caucasiennes, les langues indo européennes et les langues turciques. Les langues caucasiennes constituent une originalité : elles n'appartiennent à aucun grand groupe de langues, le basque est une des seules langues qui semble s'en rapprocher.⁷ L'arménien⁸ est une langue indo européenne. Parmi les langues turciques on peut citer outre le turc, le karatchaïs et le balkare. Le langage constitue un ferment identitaire⁹.

Une multitude de religions coexiste dans le Caucase. On peut trouver des chrétiens, des musulmans et quelques mazdéens, juifs et bouddhistes. Parmi ces mêmes religions il existe d'infinies variantes¹⁰. Les religions multiples et variées traduisent la richesse spirituelle orientale. Si elles sont parfois le vecteur de

⁶ Citons ainsi au sein de la fédération de Russie : les nationalités Adyghe, Karatchève, Tcherkesse, Kabarde, Balkare, Ossète, Ingouche, Tchétchène, Daghestanaise ; en dehors de la fédération de Russie : Géorgienne, Arménienne et Azerbaïdjanaise ; au sein de la Géorgie : Abkhaze et Adjare.

⁷ Il existe deux sous-groupes : septentrional et méridional. Parmi le premier on peut citer les langues tchéchéno-lesghiennes (tchéchéne, Avar, lakh, dargwa, samourien...) et les langues Abasgo-kerkètes (abkhaze, kabarde, circassien ou tcherkhesse ...). Dans le second groupe on peut citer le géorgien (ou gruse), le laze, le mingrélien et le suane. Ces dernières sont parlées sur le territoire de la Géorgie. L'alphabet de trente huit lettres a été créée à partir d'un modèle grec. On distingue deux types d'écritures : le mkhédruli, seul usuel aujourd'hui et le khutsuri dans les vieux textes religieux.

⁸ L'alphabet primitif d'origine araméenne a été remplacé au IVème siècle après J.C. par un alphabet de trente huit lettres proche de l'alphabet géorgien.

⁹ Leur multiplicité alliée au relief constitue un obstacle aux échanges. Une langue de communication est nécessaire. Le russe et le turc sont en concurrence. Mais cette concurrence traduit également la rivalité impériale traditionnelle opposant russes et ottomans. Aussi ces langues sont-elles autant perçues comme des moyens d'influence que comme un moyen de communication. Sur ce point elles se heurtent au fort sentiment identitaire des peuples du Caucase. C'est ainsi qu'au sein même de la fédération de Russie, une forte minorité ne parle pas le russe, ce qui favorise les mouvements centripètes (il y a moins de 87% de russophones en Ciscaucasie). De même, le turc constitue plus un lien entre les pays d'Asie centrale et la Turquie qu'entre ce pays et ceux de Transcaucasie pour lesquels il s'agit plutôt d'une réminiscence de la domination ottomane. En Ciscaucasie occidentale l'épuration ethnique (russification) a été telle que l'identitarisme tcherkesse relève plus de l'imaginaire Turque que de la réalité. En effet au XIXème siècle, la Russie a recouru à deux procédés de colonisation différents : sur les territoires les plus importants à ses yeux à savoir l'ouest du Caucase, elle a expulsé les populations originaires vers la Turquie pour éviter toute contestation ultérieure alors qu'elle a conservé les populations de l'Est du Caucase qui lui posent quelques problèmes actuellement.

¹⁰ Chez les chrétiens, il convient de distinguer catholiques grecs et romains, orthodoxes, monophysites (niant le concile de Chalcédoine de 451) voire nestoriens. Les arméniens sont divisés en quatre confessions: arméno-grecs, monophysites, uniates et arméno-latins sans compter une communauté protestante anglo-saxonne. La Géorgie est essentiellement grecque orthodoxe. L'islam se divise en chiites et sunnites (non représentés dans le Caucase) mais les confréries soufies amènent des particularités que nous développerons ultérieurement.

mouvement identitaires ou indépendantistes, elles en sont rarement la cause mais plutôt un argument à posteriori, une justification. C'est ainsi que le mouvement indépendantiste Tchétchène était initialement soutenu par la Géorgie, pays chrétien, et n'a invoqué l'islamisme qu'ultérieurement pour motiver les troupes. Notons enfin que le « nationalisme orthodoxe », amenant à créer une église orthodoxe par Etat, ne pousse pas à une unification du christianisme (au contraire du catholicisme romain). Il en est de même pour les différentes variantes de l'Islam. Ainsi dans cette région de rencontre et de diversité, la religion constitue moins la source du « choc des civilisations » que l'affirmation de la richesse des identités humaines.

En revanche, différentes structures sociales particulières à la région justifient des comportements humains spécifiques, bien plus que l'appartenance nationale ou religieuse: il s'agit du clanisme¹¹ et des confréries religieuses¹². Il convient également de citer le mouvement enseignant « fethullahci » turc qui, au moyen d'une politique d'implantation scolaire dans de nombreux pays, constitue un système d'influence turcophone, turcophile et islamique. Ces réseaux ont une influence sociale très nette et souvent plus importante que l'appartenance religieuse ou idéologique. Ainsi, les structures sociales jouent-elles un rôle essentiel dans la compréhension des comportements dans la région du Caucase.

¹¹ Le clanisme est particulièrement développé dans le Caucase pour trois raisons. Premièrement, le cloisonnement géographique isole les groupes humains. Ensuite, le faible volume des populations amène tous les individus à une connaissance mutuelle. Enfin, une forte identité culturelle, marquée par un idiome distinct, favorise ce phénomène et son corollaire, le clientélisme (comme en Corse). A l'intérieur du pays les clans constituent des structures régulant la vie sociale parfois au delà des lois et s'approprient une partie du pouvoir. Ainsi certains aspects incohérents des comportements de certains dirigeants lors des mouvements indépendantistes en Tchétchénie se justifient par l'appartenance ou l'opposition au clan des Orskhoeviens dont faisait partie le général Doudaev. A l'extérieur de la zone endogène, ce type de solidarité humaine prend l'aspect d'un groupe d'influence («les géorgiens » : Staline, Béria et Ordjonikidze ou les hauts dignitaires du pouvoir russe et d'origine tchétchène comme Rouslan Kousboulatov, ancien président du soviet suprême de Russie), voire d'une véritable mafia aux agissements criminels telle la mafia tchétchène à Moscou.

¹² Les confréries soufies sont, parfois, considérées comme un phénomène sectaire. Leurs pratiques particulières induisent des variantes dans l'islam et donc des séparations entre coreligionnaires, certaines formes de culte pouvant même être traduites comme des résurgences d'animisme. Elles sont caractérisées en tous cas par une pratique plus intensive d'expression de l'islam au moyen notamment d'une sorte de danse : le zikr. On distingue les Naqshbandis, plutôt en tchéchénie, proches des derviches tourneurs turques et aux prières plus discrètes que les Qadiris (plutôt en Ingouchie et Daguesthan) aux danses approchant la transe. Ces pratiques renforcent, en revanche, la cohésion au sein de la même confrérie qui peut, au demeurant, servir de couverture idéologique à certains clans. Les Naqshbandis constituent l'élite intellectuelle et la diaspora tchétchène à Moscou, ayant accédé aux plus hautes responsabilités politiques et sont plutôt pro-russes alors que les Qadiris, plus frustrés, sont plutôt indépendantistes.

L'histoire du Caucase à la population si originale et variée a d'autre part été régulièrement marquée par de profonds bouleversements qu'explique probablement le fait qu'il constitue une région à la fois de refuge et de contact.

Il a été successivement la proie disputée des empires Perse, Ottoman et Russe. Les colonisations ou annexions successives ont donné lieu à des alliances, des conflits et de nombreux mouvements de population. Récemment, la poussée russe s'est développée du Nord vers le Sud et vers l'Est au détriment notamment de l'empire ottoman : protection puis annexion de la Géorgie au XVIIIème siècle, annexion de l'Arménie (traite de Tourkmantchaï du 22 février 1828), annexion de la Transcaucasie au XIXème siècle par les guerres contre les turcs puis par la « guerre du Caucase » contre les résistances indépendantistes notamment Tchétchène conduites par l'émir Shamil, annexion de l'Azerbaïdjan suite à la guerre contre l'Iran en 1920. La révolution bolchévique, après avoir dû dans un premier temps reconnaître l'indépendance de l'Arménie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan a récupéré son influence en les intégrant dans l'U.R.S.S. en 1922 par l'intermédiaire de la république de Transcaucasie qui les fédérait puis a été dissoute en 1936. Les conflits inter et intra étatiques liés aux différences de populations ou à la présence de minorités n'ont pas disparu pendant la période soviétique mais ils avaient en grande partie été gelés sous la ferme autorité du pouvoir central. Ils ont réapparu avec vigueur suite à la disparition de celui-ci.

La complexité caractérisant le Caucase conduit une puissance étatique telle que la Russie à devoir concilier les caractères parfois divergents voire contradictoires de ses propres intérêts dans la région. Ce pays arrive néanmoins à définir une ligne politique grâce à une perception nette de ses enjeux et intérêts et à l'utilisation de moyens divers et adaptés.

1) ENJEUX ET INTERETS DU CAUCASE SUD POUR LA RUSSIE.

On peut distinguer les enjeux de sécurité des enjeux de puissance.

11) ENJEUX ET INTERETS DE SECURITE .

La cohésion de la fédération de Russie, menacée par les instabilités dues aux minorités tant internes que dans les états contigus, constitue un enjeu majeur de sécurité comparable à la problématique de la protection du territoire du fait de son rétrécissement et de la perte de la profondeur stratégique fournie par l'U.R.S.S. Le Caucase Sud constitue non seulement un élément essentiel de cette profondeur stratégique mais encore les caractéristiques communes aux populations du Caucase et de la Russie font craindre que les conflits internes au premier ne s'exportent vers la seconde au point de mettre la cohésion de celle-ci en péril.

111) La cohésion de la fédération de Russie.

La fédération de Russie est constituée d'une centaine d'entités. En Ciscaucasie moins de 87% de la population est russophone. La fin de l'U.R.S.S. a engendré un véritable traumatisme moral au sein de la population russe qui admet très mal l'indépendance de certains pays qu'elle considérait comme partie intégrale du territoire national. Ce sentiment est fondé sur plusieurs raisons : une grande partie de la population qui y réside est Russe et l'histoire était commune. Cette assertion est particulièrement vraie pour l'Ukraine, berceau de la Russie kiévenne. Elle est moins nette pour la Géorgie qui a reconnu la suzeraineté russe à la fin du XVIIIème siècle pour se protéger de l'invasion turque, fut annexée en 1801 et a été démembrée par un accord russo-turc suite à la guerre de Crimée : une partie

important de la Géorgie a alors été cédée à la Turquie. Toutefois, bien que mal admise sur le plan « affectif », l'accession à l'indépendance des pays de l'ex-U.R.S.S., ne présentait pas juridiquement de difficulté de principe dans la mesure où l'U.R.S.S. constituait une fédération. Celle-ci reconnaissait, bien que très formellement, l'existence d'états distincts de la Russie, notamment dans le Caucase Sud : la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les troubles dans le Caucase Nord, en revanche, remettent en cause la cohésion de la fédération de Russie même, puisqu'il s'agit de revendications indépendantistes au sein même de cet état et non de revendications par des états associés mais distincts. L'indépendance de la Tchétchénie constituerait un précédent redoutable conduisant à l'implosion de la fédération par effet de contagion car les velléités d'indépendance sont nombreuses (Tatars¹³...).

Il existe ainsi en Ciscaucasie dix nationalités distinctes officielles correspondant à huit entités de la fédération de Russie. Les dissensions sont paradoxalement apparues comme une conséquence de la politique d'intégration de la Russie. En effet, cet Etat a dans un premier temps poussé ces populations des montagnes vers le piémont pour mieux les contrôler (les troupes étant trop harcelées dans les reliefs), faisant ainsi disparaître les frontières naturelles entre les ethnies et créant, secondairement, des conflits d'intérêts (occupation du sol). Ces antagonismes ont été accrus par les déportations, sous Staline, de certains peuples « punis » (Tchéchènes, ...) dont le terrain a été occupé par les populations non exilées. Au retour d'exil, il y eut des tensions d'autant plus grandes que ces populations n'ont pas été réinstallées directement dans les reliefs mais dans le piémont (dans la logique de la politique coloniale russe). Or le piémont caucasien fait

¹³ « Lorsque l'Union soviétique disparut en 1990, les peuples redevenus indépendants rejetèrent l'alphabet cyrillique qui leur avait été imposé : la Moldavie revint à l'alphabet latin se rapprochant ainsi de la Roumanie; l'Ouzbékistan rêva un moment de restaurer l'alphabet arabe mais l'élite l'avait trop oublié ; Tachkent se résolu alors à adopter l'alphabet latin comme l'avaient fait les Turcs. La même chose se passa en Azerbaïdjan et au Turkménistan. Mais le phénomène de résurgence linguistique ne s'arrête pas aux frontières extérieures de la Fédération de Russie. La Tchétchénie rebelle a adopté un alphabet latin comme elle a rétabli un droit musulman et le Tatarstan a opté pour un alphabet tatar sur la base de caractères latins (la période de transition du cyrillique au latin commence en septembre 2001 et doit s'achever en 2011). Les liens entre les Russes et les Tatars remontent au XVIème siècle lorsque la capitale d'un puissant Etat, Kaan, fut conquise par les Russes ; un nombre important de Russes s'est fixé dans la République tatare depuis cette époque, au point d'y représenter la moitié de la population totale. En rompant avec l'alphabet cyrillique, les Tatars se rapprochent des musulmans d'Asie centrale et du Moyen Orient. C'est donc désormais à l'intérieur même de la Fédération de Russie que l'alphabet est brisée. » (A. Chauprade).

partie des « limes » russes, lesquelles étaient traditionnellement défendues par les cosaques (population russe). Il existe donc des revendications territoriales au nom du droit du premier occupant, non seulement entre les populations exilées et celles qui les ont remplacées¹⁴ mais, également, entre les premières et les populations russes (cosaques) qui servaient notamment à les séparer (première source de conflit) et furent parfois exilées à leur tour (deuxième source de conflit)¹⁵. Ainsi, les particularités liées au relief ont-elles conduit la politique coloniale russe à des effets contraires à l'intégration recherchée.

Très peu d'états sont « ethniquement homogènes ». Dans certains réside une forte minorité d'une autre nationalité, notamment au sein des entités de la fédération de Russie. Par exemple les territoires aux environs de GROZNY ne sont pas tchéchènes mais cosaques ce qui complique encore les conditions d'accession éventuelle à l'indépendance de la Tchétchénie. Dans ce pays, cette situation résulte de l'adage « diviser pour régner » appliqué avec méthode par Staline¹⁶ afin d'éviter toute tendance indépendantiste. Toutefois cette mesure de précaution n'a pas eu toute l'efficacité recherchée : elle se retourne même parfois contre les héritiers de leur auteur (cf. les cartes en annexe 5A et 5B).

Les risques pour la cohésion de la fédération de Russie sont donc certains. Or cet Etat, par son attitude ambiguë a contribué à alimenter des conflits identitaires dans le Caucase, attitude parfois contre-productive compte tenu des liens qui unissent les populations du Caucase. Ainsi le soutien apporté initialement par la

¹⁴ cas du district de Sounjenski disputé entre les Tchétchènes et les Ingouches.

¹⁵ Ainsi la séparation entre les Ossètes, les Tchétchènes et les Ingouches disparut-elle avec la déportation des cosaques de la Sounja (district de Prigorodny de l'Ossétie du Nord et une partie de l'Ingouchie actuelle).

¹⁶ « Pour Staline, "la nation est en effet une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique se traduisant par l'unité de culture. La politique des nationalités de Staline sera fondée sur le principe "une ethnie, un territoire", le critère déterminant de l'ethnie étant pour Staline la langue ; le critère religieux est quant à lui banni du mode de différenciation identitaire pour une raison que l'on explique aisément : la religion particularise, mais elle universalise tout autant. Aux yeux des marxistes, elle peut donc apparaître comme un système de valeurs concurrent de la révolution marxiste. En d'autres termes, Staline veut fabriquer des nationalistes à l'intérieur de l'U.R.S.S. qui travailleront ensuite au dépassement des nationalités et à la fondation d'un homo sovieticus. D'autre part, une partie de l'U.R.S.S. empiète sur le monde musulman. Il y a un véritable danger aux yeux de Staline de voir se constituer une unité de pensée islamique qui ferait le terreau de l'anticolonialisme russo-soviétique dans le Caucase et en Asie centrale. » (A. Chauprade).

Géorgie aux indépendantistes Tchétchène constitue-t-il un grave motif de dissension entre ces deux pays. La position géorgienne peut s'expliquer de deux manières. Tout d'abord, une vision géopolitique peut amener à tenter de créer une zone d'intérêt commun, une sorte de confédération ou du moins un marché commun des états caucasiens. En effet, cette zone présente une certaine unité géographique (malgré son relief accidenté) et d'intérêts, constituant l'interface entre l'Asie centrale et l'Europe, reliée et séparée de celles-ci par deux mers. Une telle zonalisation des intérêts nécessite une indépendance réelle des états membres pour gérer ensemble leurs intérêts sans passer par un centre (Moscou) situé à l'extérieur de la zone et dont les intérêts divergent de ceux de la communauté caucasienne. C'est cette vision géopolitique (outre aussi certains liens personnels avec le général Doudaev) qui a sous-tendu la position de l'ancien président géorgien Gamsakourdia en 1991. Il convient de préciser qu'il s'agit de la deuxième tentative de mise sur pied d'une confédération du Caucase, la première ayant eu lieu en 1918¹⁷. Cette idée a été reprise par la suite par des affairistes maffieux tchétchène (Khoj-Akhmed Noukhaev), géorgiens et azéris (notamment les deux neveux des présidents de ces pays : Tsezar Chevarnadze et Altı Khasanov) et des hommes d'affaires britanniques. La deuxième raison du soutien géorgien aux indépendantistes tchétchènes est une mesure de rétorsion à l'égard des Russes face à leurs tentatives de réannexer la Géorgie ou du moins de la déstabiliser pour des raisons que nous développerons ultérieurement. Une tentative de déstabilisation par le jeu des minorités répond à une autre dans un cycle quasi infernal.

En tout état de cause le précédent d'une indépendance de la Tchétchénie, quel qu'en soit le motif, constitue un risque sérieux pour la cohésion de la fédération de Russie mais les liens étroits qui unissent les populations du Caucase ne permettent pas à la Russie de traiter ce problème malgré son souhait essentiellement comme une affaire intérieure.

¹⁷ Elle échoua et le gouvernement géorgien menchévick chuta en 1921 face aux bolchévicks mais ces derniers durent créer en 1922 une république de Trancaucasie qui fut dissoute en 1936 pour être remplacée par les trois républiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

112) La protection du territoire.

Dans le souci de sa sécurité et de son développement économique dont le démantèlement de l'U.R.S.S. a bouleversé les données, la Russie ambitionne désormais de restaurer son ouverture à la mer, de se reconstituer des bases avancées de défense et d'assurer la protection de ses frontières.

1121) limiter les pertes de façade maritime.

L'éclatement de l'U.R.S.S. a réduit considérablement l'accès de la fédération de Russie aux mers, notamment en la privant d'une grande partie de son littoral en mer noire. La perte essentielle est celle de la Crimée, rattachée administrativement à l'Ukraine sous Kroutchev à une époque où une telle mesure ne présentait aucune conséquence grave pour la Russie. La Russie a ainsi perdu entre autres les ports de Marioupol, Odessa et Illichevsk, ne conservant comme grand port que Novorossiisk. La Russie peut donc être tentée de compenser ces pertes par un accès au littoral de la Géorgie ; on y voit ainsi une des causes de son soutien aux revendications de l'Abkhazie et de l'Adjarie, soutien évoqué ultérieurement.

1122) La nécessaire possession de bases militaires.

La défense d'un pays doit, autant que faire se peut, disposer de bases avancées, si possible à l'extérieur du territoire national pour prévenir, voire contrer, toute tentative d'invasion. La fin du pacte de Varsovie concomitante à la fin de l'U.R.S.S. a fait perdre au dispositif russe une partie de sa profondeur stratégique. Hanté par la menace d'invasion à ses frontières lointaines, cet état s'estime légitimement fondé à la reconstituer en annexant réellement ou en fait, certains pays, ou en les assujettissant dans un lien de dépendance ferme, ou en louant certains terrains pour y maintenir des bases militaires. Une preuve de l'importance de cet enjeu au yeux des russes est qu'ils utilisent tous les procédés, malgré les effets secondaires de certains, de façon pragmatique, concomitamment ou alternativement, le tout étant d'arriver au résultat.

Outre l'enclave militaire de Kaliningrad et les îles Kouriles qui sont en dehors de la zone géographique de notre étude, il convient de mentionner dans le secteur qui nous intéresse la base radar du système intégré de détection anti-aérienne de

GABALA en Azerbaïdjan, les bases navales du littoral de la mer noire en Géorgie et les bases terrestres en Arménie.

1123) la protection des frontières.

Le Caucase constituant une frontière naturelle bien marquée, celle-ci est aisément défendable du point de vue terrestre, du moment qu'on en tient les accès. Dans le Caucase Nord, outre les routes littorales de la mer noire et de la mer Caspienne, il n'existe que trois passages : les passes de GUDAURY (ou DARIAL), GLOLA et ZEMO ROKA. Leur contrôle est essentiel. Tactiquement, il est préférable de tenir les deux versants des cols ou des passages littoraux. Aussi, l'intervention en Abkhazie suite aux troubles indépendantistes qu'elle y a fomentés, permet-elle à la Russie de contrôler les deux cotés du passage du littoral de la mer noire. Il en est de même en Ossétie, où la présence de troupes russes permet le contrôle total des trois passes susmentionnées. Une partie des raisons du soutien russe à l'indépendance en Adjarie procède de la même politique car ce pays constitue une clef du passage vers la Turquie.

12) ENJEUX ET INTERETS EN TERMES DE PUISSANCE ET D'INFLUENCE.

L'expression de la puissance d'un Etat se traduit par sa capacité à imposer sa volonté et à contrôler le développement des autres pays. Elle se traduit classiquement par une politique territoriale ou de façon plus moderne par une politique économique.

La Russie souhaite lier des alliances avec « l'étranger proche » pour recouvrer une partie du glacis protecteur ainsi que le marché économique dont elle disposait du temps de l'U.R.S.S. et du pacte de Varsovie. Or bon nombre de ces pays sont réticents car ils ressentent la Russie comme la première menace à leur indépendance. Ce fut notamment le cas du G.O.U.A.M., créée en 1996 par la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, rejoints en 1999 par l'Ouzbékistan, qui essaya de recréer un groupement d'intérêts indépendant de Moscou.

Le souvenir très présent de la puissance de l'U.R.S.S. pousse la Russie à reconstituer un glacis et une alliance militaire en combinant persuasion et surtout pression économique et militaire.

Enfin faisant valoir aux yeux des occidentaux l'importance de cette partie Sud de l'empire pour sa sécurité, démontrant par ailleurs que ses objectifs de défense ne constituent pas une menace pour l'Occident, la Russie a obtenu une dérogation au traité de 1990 portant sur le désarmement des forces conventionnelles en Europe. Ainsi, elle a pu soustraire du décompte des forces conventionnelles en Europe les troupes et armements stationnés en Ciscaucasie et Transcaucasie qu'elles a de surcroît renforcés.

2) LES MOYENS DONT DISPOSE LA RUSSIE POUR MENER SA POLITIQUE.

La Russie possède des moyens divers et variés pour réaliser ses intérêts. Nous étudierons notamment le cadre de la C.E.I., l'exploitation des conflits internes au Caucase, les accords de sécurité, le prétexte de la lutte anti-terroriste et l'outil énergétique.

21) le cadre de la C.E.I. pour réintégrer les pays de l'ex U.R.S.S.

En 1991, les pays de l'ex-U.R.S.S. ont progressivement proclamé leur souveraineté puis leur indépendance. Les présidents russes (Eltsine), biélorusse (Chouchkiévitch) et ukrainiens (Kravtchouk) ont proclamé la fin de l'U.R.S.S. et la création de la C.E.I.¹⁸, nouvelle union basée sur un nouveau type de relations entre

¹⁸ Il s'agit d'une structure à géométrie variable, qui est inspirée de la construction juridique et contractuelle de l'Union Européenne mais n'a pas eu son efficacité.

états, plus égalitaire. Ils ont appelé les autres états à rejoindre cette institution. Ceci fut fait le 21 décembre 1991 par 11 des 15 ex républiques soviétiques à l'exception des trois pays baltes et de la Géorgie.

Ce pays n'a pas voulu à l'origine rejoindre la C.E.I pour bien marquer sa volonté d'indépendance. Si, par la suite, la Géorgie a intégré la C.E.I., ce ne fut que sous la pression russe en 1994. Cette intégration s'est réalisée en échange du soutien russe au président géorgien Chevarnadze dans le conflit opposant Tbilissi à l'Abkhazie, véritable guerre civile qui mettait gravement en jeu l'unité de la Géorgie et l'autorité du gouvernement Géorgien pris entre les indépendantistes et les ultranationalistes, conflit lui-même généré en partie ou du moins attisé par les russes comme nous le verrons plus loin dans le paragraphe 221). Elle s'est limitée aux aspects de la coopération militaire. De surcroît la Géorgie avait été écarté du partage de la flotte de la mer Noire et ne possédait pas de flotte au prétexte que son littoral constituait une des frontières extérieures de la C.E.I. Or, selon la thèse russe, la protection de celles-ci incombe à la Russie. La Russie avait anticipé sur l'intégration de la Géorgie dans la C.E.I. et l'avait de ce fait privée de sa flotte, ce qui attisait à contrario la répulsion de la Géorgie pour cette intégration¹⁹. L'adhésion aux dispositions militaires des traités de la C.E.I. par le biais de l'intégration à cette institution est donc un prétexte au stationnement de troupes russes, notamment celui d'assumer la protection des frontières extérieures. Or ces troupes russes peuvent ultérieurement servir à faire pression sur les gouvernements des républiques « indépendantes ». Ce sentiment « d'occupation » est intensifié par l'échec reconnu en mars 1992 de la position consistant à maintenir une armée unique sur le territoire

L'objectif est double : pour Moscou, il s'agit de conserver un droit de regard sur les républiques de son ex-empire et, pour les autres états, il s'agit de préserver autant que possible les liens économiques et industriels de l'U.R.S.S.

La Russie veut s'assurer de sa sphère d'influence, ce qui implique aussi que la sécurité de la Russie commence aux frontières extérieures de la C.E.I. Le terme « d'étranger proche » apparaît alors en 1992.

Le niveau d'intégration au sein de la C.E.I. est variable. Véritable « communauté d'états intégrés » selon l'accord du 20 mars 1996 entre la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et la Biélorussie, elle atteint même parfois le niveau de « communauté de républiques souveraines » aux termes de l'accord du 24 mars 1996 entre la Russie et la Biélorussie, objectif ultime des russes mais qui va à l'encontre d'un degré supérieur d'indépendance recherché par d'autres républiques.

¹⁹ La Géorgie s'est créée une flotte de toutes pièces avec le concours de l'Ukraine qui lui a offert des patrouilleurs. Les U.S.A. ont fourni de leur côté des patrouilleurs pour les gardes-côtes. Les personnels sont formés principalement en Ukraine et aussi en Turquie.

de l'ex-U.R.S.S. et par la création d'armées nationales. Seule, l'Azerbaïdjan a pu éviter le stationnement de troupes (à l'exception de la base radar de GABALA).

Contrairement à son ambition originelle, la C.E.I. n'est pas une structure d'intégration sur une base égalitaire comme l'Union européenne malgré l'analogie des structures contractuelles et de la logorrhée administrative. Le poids de la Russie est trop important pour permettre l'établissement de relations équilibrées et les mentalités russes n'ont pas assez évolué pour admettre réellement de telles relations. La C.E.I. n'a pas non plus su se transformer en « forum d'influence militaire » analogue à celui que constitue l'O.T.A.N. pour les U.S.A. pour réintégrer ses ex-colonies sous son égide.

22) L'EXPLOITATION DES CONFLITS INTERNES AU CAUCASE.

L'exploitation des conflits internes au Caucase permet à la Russie de déstabiliser certains états, de faire pression sur eux ou de rendre son soutien indispensable.

221) les minorités internes aux pays de « l'étranger proche ».

Si la politique stalinienne des minorités (diviser pour régner) a un effet « boomerang » en tchéchénie, elle est néanmoins efficace dans les pays récemment indépendants comme la Géorgie et l'Azerbaïdjan qu'elle affaiblit notablement en y semant la zizanie.

En Géorgie, les russes ont soutenu sans trop de scrupules les mouvements Adjare, Abkhaze et Ossète. L'Abkhazie a obtenu une indépendance de fait alors même que la population Abkhaze musulmane y était presque minoritaire. Constituée de 100000 personnes, elle ne représentait que 18% de la population résident en Abkhazie contre 46% pour les géorgiens (mingréliens compris), 16% pour les russes et 15% pour les arméniens. Les troubles en réaction à l'ultra nationalisme du président géorgien Gamsakourdia soutenus sinon fomentés par les services russes

ont permis en 1994 à cette minorité de réaliser par la force une épuration ethnique en repoussant les autres populations y compris les Abkhazes chrétiens. Si le soutien de volontaires combattants tchéchènes a été remarqué, l'action de l'armée russe au profit des Abkhazes a été déterminante. On compte 273000 réfugiés provenant d'Abkhazie en Géorgie (source HCR 1996). L'efficacité de l'insurrection Abkhaze doit son origine au concours russe pour différentes raisons expliquées ultérieurement.

De même l'islamisme en Adjarie a été manipulé par les services secrets russes pour y motiver le mouvement indépendantiste et surtout lui procurer une légitimité internationale. Ce fut un demi échec : une réussite militaire grâce à l'aide de l'armée russe mais aucune reconnaissance internationale en tant qu'Etat indépendant.

La sécession de l'Abkhazie et de l'Adjarie ainsi que le contrôle de POTI enclaveraient complètement la Géorgie qui, soumise entièrement à l'autorité de Moscou, serait annexée de fait.

En Ossétie du Sud (Géorgie), l'identitarisme a été soutenu face au nationalisme excessif du président Gamsakourdia. Une sécession démantèlerait complètement la Géorgie. Inversement en Ciscaucasie l'expansionnisme Ossète est freiné pour éviter qu'ils contrôlent complètement la route militaire traversant le Caucase par les passes de DARIAL.

En Azerbaïdjan, le soutien aux indépendantistes arméniens du Haut-Karabagh²⁰ que nous développeront plus loin, a permis aux russes d'affaiblir le gouvernement en place et, en combinaison avec d'autres moyens, d'obtenir la location de la base radar de GABALA.

Les troubles ainsi générés permettent non seulement de déstabiliser la Géorgie ou l'Azerbaïdjan mais servent également de prétexte à l'envoi de troupes russes d'occupation officiellement baptisées « troupes de maintien de la Paix », ainsi en est-il en Ossétie, en Abkhazie et au Karabagh.

²⁰Il convient de noter que le Nakitchévan, enclave azérie en territoire arménien, constitue le pendant au Haut Karabagh. Son maintien permet d'affaiblir la position arménienne.

222) la protection des minorités russes.

De fortes minorités russes sont présentes dans tous les pays de l'ex-U.R.S.S. ayant acquis leur indépendance. Ces minorités n'ont pas rejoint leur mère patrie, car elles n'ont pas pu obtenir des autorités russes de « propisca » pour une région de leur choix. Ce système de visa intérieur obligatoire en Russie même pour les citoyens, a été supprimé puis réintroduit dans 30 des 89 régions russes. Il donne droit à résidence ou déplacement dans une partie déterminée du territoire de la fédération russe. Il correspond en quelque sorte, voire en plus restrictif, au « passeport ouvrier » français si décrié par les opposants du Second Empire. Ainsi, la Russie elle-même s'oppose au retour de ses ressortissants. Cette politique que certains qualifieraient de machiavélique lui permet de justifier un interventionnisme au nom de la protection de ses ressortissants et de conserver une minorité russophone influente au sein de ces pays, voire de manipuler les mouvements cosaques qu'ils y forment.

223) l'antagonisme arméno-turque et l'axe Moscou-Erevan-Téhéran.

La Russie et la Turquie rivalisent depuis des siècles pour la suprématie dans la région de la mer noire. De plus, l'Arménie constitue la « marche Sud » de la zone d'influence russe, s'appuyant sur la frontière naturelle constituée par les reliefs du Caucase Sud. L'antagonisme historique entre la Turquie et l'Arménie conduit ce pays à rechercher la protection d'un voisin puissant : la Russie. Cette recherche est également justifiée par la situation d'enclavement de ce pays et par des relations historiquement tendues avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan.

Les revendications de quelques populations arméniennes résidant en Géorgie près de la frontière amènent quelques tensions qui confortent Moscou dans sa politique d'affaiblissement de la Géorgie. La volonté sécessionniste des arméniens du Haut Karabagh, province de l'Azerbaïdjan à population arménienne, séparée de l'Arménie par une bande de dix kilomètres de large seulement, a

engendré une guerre civile²¹. Un chassé croisé de population a suivi, d'un volume de 200000 arméniens et 150000 azéris. Un cessez le feu a été imposé par Moscou le 22 février 1994 après une intervention de l'armée russe nettement en faveur des arméniens qui étaient initialement en posture délicate. Cet affaiblissement de l'Azerbaïdjan convenait à Moscou pour imposer ses vues en matière pétrolière et de bases militaires. Il convient également de souligner l'existence du pendant du Haut Karabagh : le Nakitchévan, province azéri enclavée au sein de l'Arménie. Ce problème en souffrance constitue également une source de troubles à disposition de Moscou.

La prolongation de cette alliance par l'axe Moscou-Erevan-Téhéran relève également de la même politique de « containment » de l'expansion pan-turque. Elle se fonde sur l'opposition naturelle de ces trois pays aux azéris turcophones, alliés objectifs du pan-turquisme et dont une minorité importante pourrait menacer l'unité de l'Iran en faisant sécession dans le Nord de ce pays où elle réside²². L'axe Moscou-

²¹ « Les historiens azéris s'appuyant sur le mythe de l'antériorité soutiennent la thèse suivante pour réfuter les velléités indépendantistes arméniennes.

Le peuple des Azéris s'est formé par la fusion progressive d'un peuple du Caucase, les Albans, et de tribus turcophones venues d'Asie centrale.

- Le Haut-Karabakh était inclus à l'époque dans l'espace politique des Albans qui étaient des chrétiens monophysites;
- le Haut-Karabakh était peuplé d'Albans qui ont été arménisés de force. Les Arméniens sont arrivés au XIX^{ème} siècle à la suite d'un accord entre le Shah de Perse et l'empereur russe
- par suite, les Arméniens du Karabakh sont en fait des Albans;
- ils ont donc les mêmes ancêtres que les Azéris, et sont en fait des Azéris s'ignorent
- il en découle que le Karabakh est une terre azérie.

Les Arméniens contestent évidemment ces thèses azéries, font remarquer que l'on dispose de peu d'éléments sur les Albans et que l'arménisation des Albans de l'Ouest n'est pas démontrée. Ils affirment de plus que les Albans avaient déjà été exterminés par des populations turkmènes lorsque les Arméniens sont arrivés. » (A. Chauprade).

²² « L'Iran, héritier de l'empire Perse, Etat multinational et multi-ethnique, est un Etat qui inclut des ensembles multiples aux solidarités culturelles, linguistiques ou même ethniques qui peuvent être tournées vers l'extérieur des frontières de l'état lui-même. Cet Etat est donc potentiellement divisible sous l'influence de puissances extérieures.

Dès le III^{ème} millénaire avant notre ère apparurent des empires édifiés par l'Égypte, Babylone, l'Assyrie. Toutefois l'expression impériale la plus achevée fut celle des Achéménides : un empire pluri-ethnique posant un Etat au-dessus d'ethnies. À ce prototype de l'empire qu'est l'Iran s'oppose, à l'époque des Guerres Médiques, l'idée nationale défendue par les Grecs.

L'une des conséquences tragiques de sa conception impériale, à l'échelle de l'histoire, est que les réalités ethniques peuvent être balayées, déportées selon les intérêts de la logique impériale. L'Iran, de l'Antiquité jusqu'à nos jours n'a cessé de pratiquer le déplacement de population, c'est-à-dire la déportation. Les souverains sassanides déportèrent des populations de l'intérieur de l'Empire vers les frontières et cette politique est restée une caractéristique du mode de gouvernement iranien. Les Kurdes et les Azéris habitant les frontières occidentales de l'Iran furent déplacés aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles vers le Khorassan afin de défendre la frontière orientale des attaques ouzbecks. En mélangeant de force, en permanence, les populations peuplant les espaces compris entre le Caucase et l'Indus, la Mésopotamie et l'Oxus, la Caspienne et le golfe Persique, l'Iran a largement contribué à empêcher l'émergence de réalités nationales dans ces régions. Ces déportations, comme l'appui à la

Téhéran est de surcroît renforcé par la lutte contre un deuxième adversaire commun : le wahabisme. Pour Téhéran, celui-ci incarne la confrontation entre chiites et sunnites. Pour Moscou, c'est un produit de l'Arabie Saoudite, partenaire stratégique des Etats-Unis, puissance concurrente.

Les troupes russes stationnées en Arménie en tant que gardes-frontières de la C.E.I. ont largement dépassé leur mandat en soutenant ouvertement les troupes arméniennes dans le conflit du haut Karabagh qui les opposait à l'Azerbaïdjan. L'alliance russo-arménienne est donc fermement scellée. On peut y voir là également l'expression d'une solidarité religieuse entre chrétiens ; mais celle-ci n'apparaît, comme toujours, que pour renforcer ou motiver une alliance fondée sur des intérêts géopolitiques certains.

23) Les bases militaires et les accords de sécurité.

Les accords de sécurité et la possession de bases militaires constituent un facteur d'influence certain pour la Russie. Il s'agit à la fois d'un objectif et d'un moyen. Il est atteint par la persuasion ou par la pression, voire par la force selon les circonstances.

Ainsi en Azerbaïdjan, après avoir tenté d'être imposé par la force, un accord a finalement été conclu sur une base équitable et acceptée. Les relations russo-azerbaïdjanaises étaient très tendues du fait des enjeux économiques liés au pétrole de Bakou et d'une tendance naturellement pan-turquiste de la population azéri turcophone. Une conception néo-coloniale russe des relations avec ce pays a conduit à de nombreuses ingérences et interventions qui n'ont eu pour effet que de le déstabiliser davantage. L'intervention russe au profit des arméniens au Haut Karabagh a également contribué à cet affaiblissement. Cette attitude a compromis l'exploitation même des ressources russes en mer Caspienne, le différend de leur répartition entre les deux pays n'étant pas réglé et la sécurité des installations pétrolières n'étant pas assurée. Aussi de larges concessions russes sur le statut de

formation des confédérations tribales multi-ethniques dans le Zagros, permirent à la logique impériale de l'Iran de traverser le temps et d'occuper une place centrale dans la région. » (A. Chauprade)

la Caspienne (selon que l'on considère qu'il s'agit d'une mer ou d'un lac, la circulation maritime et la répartition des ressources sous marines diffèrent) ont permis de reprendre l'exploitation pétrolière dans l'intérêt réciproque des deux pays. Cet accord coïncide aussi avec la location d'une base radar à GABALA.

En Géorgie, la situation relève plutôt d'un état de fait imposé par la force. La réduction du littoral maritime de la Russie menaçait l'implantation de ses bases maritimes militaires. La Russie conserve malgré tout et malgré ses promesses (O.S.C.E. novembre 1999), de force, l'utilisation des bases de GADAUTA en Abkhazie, au grand dam de la Géorgie, et lui loue pour vingt ans la base de BATOUMI. L'absence d'accord positif sur les bases navales entre ces deux pays de l'ex U.R.S.S. constitue une des raisons²³ du soutien russe aux mouvements sécessionnistes Abkhaze et Adjare, ces faibles états indépendants ne pouvant pas mettre en cause l'occupation de ces bases (OTCHAMTCHIRA est situé en Abkhazie et BATOUMI en Adjarie).

24) La lutte anti islamique.

La lutte anti-islamique constitue depuis le 11 septembre 2001 le nouveau vocable de la Russie pour justifier ses interventions « musclées » aux yeux des opinions occidentales. Il s'agit de la reprise sur un registre modernisé de la vieille image souvent fautive²⁴ de la Russie protectrice de l'Europe (ou l'Occident) chrétien. Cette vieille antienne, déjà utilisée jadis par certains Grands Princes de Moscou, ressurgit périodiquement (sous Nicolas 1er notamment) et maintenant sous Poutine. Elle a été relayée parfois en France par des esprits brillants comme l'amiral Castex (en 1933 et en 1955).

²³ Notons également la possession de datchas sur le littoral Abkhaze par de nombreux dignitaires russes. Ceux-ci sont soucieux de garantir leur possession et son accès. Ce fait est certainement une raison du soutien russe à l'indépendantisme Abkhaze.

²⁴ La Russie n'a pas hésité par le passé à traiter avec la Turquie au détriment des slaves des Balkans.

Elle permet surtout à la Russie de monnayer la cécité bienveillante des Etats-Unis sur certaines pratiques, notamment en Tchétchénie, voire d'essayer de justifier une occupation militaire du Nord Est de la Géorgie, présumé refuge des indépendantistes tchétchènes. Elle n'y est pas parvenue en raison de la présence d'observateurs de l'O.S.C.E. à la frontière russo-géorgienne et surtout du soutien actif des Etats-Unis à ce pays sur fond de rivalité pétrolière avec les russes. En effet, le contrôle de l'Est de la Géorgie par les russes leur aurait permis de s'opposer à la construction du pipeline BAKOU-TBILISSI-CEYHAN (B.T.C.) chère aux américains et décrite plus loin ou, du moins, de pouvoir imposer leurs conditions.

25) l'outil de la dépendance énergétique.

La puissance d'un pays moderne se mesure certes en termes de démographie et de territoire mais aussi et surtout au regard de son développement économique (souvent mesuré en P.I.B et P.I.B./habitant). Ce développement nécessite une grande consommation d'énergie. Les pays ne possédant pas de ressources naturelles dans ce domaine sont dans un état de dépendance. Le commerce de l'énergie constitue donc une source de revenus importante et un moyen de pression et de contrôle sur les pays importateurs. A l'image des Etats-Unis, la Russie développe une politique de puissance sur la base du contrôle énergétique. Ce contrôle se développe à trois niveaux: celui des débouchés des pays producteurs, celui des fournitures aux consommateurs et enfin, grâce à cette double maîtrise, les pressions sur les cours parfont cette double influence et permettent de s'imposer comme maître du jeu.

241) contrôler la production des pays pour les placer sous influence.

Une majorité des pays producteurs de pétrole ne consomme pas sa production mais l'exporte. En effet, dans ces pays, la demande intérieure est souvent faible, et ceci d'autant plus qu'ils sont faiblement industrialisés et comptent sur cette

manne tant pour subvenir à leurs besoins immédiats en importations de produits manufacturés ou alimentaires que pour financer un développement d'infrastructures et industriel. C'est le cas des pays d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan. L'exploitation de cette richesse pétrolière sous entend l'investissement onéreux dans des moyens d'extraction et le transit de ces productions jusqu'aux pays clients. En se plaçant dans les consortiums d'extraction, les russes prétendent la contrôler en partie et en tirer leur quote-part de bénéfice. Toutefois celle-ci ne peut être qu'au prorata de l'investissement qui est forcément faible et, en tout cas, n'a aucune mesure avec les possibilités des « majors » pétrolières américaines compte tenu de la faiblesse économique de la Russie qui est entrée elle même dans le schéma d'un pays en voie de développement, fournissant matières premières contre financements. Aussi la Russie doit-elle adopter une autre méthode pour arriver au contrôle de la production : le contrôle des flux.

242) contrôler les transits.

La Russie possède un atout majeur à cet effet : située à proximité de la zone de production et y possédant des surfaces territoriales immenses, elle constitue une part notable des zones de transit possibles des hydrocarbures. Afin de contrôler les flux, il lui suffit de faire en sorte que le qualificatif « possible » se transforme en « obligatoire ». Elle y est grandement aidée par la nature et par la politique étrangère des Etats-Unis.

Tout d'abord, l'évacuation directe des hydrocarbures d'Asie centrale vers la Chine, pays en pleine expansion et en situation forte et croissante de dépendance énergétique, ne semble actuellement guère possible, eu égard aux difficultés techniques présentées par le relief himalayen et aux coûts de construction d'un tel oléoduc. Une évacuation par le Sud-Est se heurte à la traversé de l'Afghanistan et à la sécurisation de ce pays et probablement, à terme, à la sécurisation du Pakistan. Une évacuation par le Sud nécessite le transit au travers de l'Iran, solution la plus simple et la plus économique mais à laquelle les Etats-Unis s'opposent farouchement pour des motifs politiques. Il en est de même pour un transit à travers l'Irak. Un transit à travers l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Turquie jusqu'au port pétrolier turc d'Iskenderum (ou Ceyhan), en méditerranée, évite les problèmes de saturation de la

navigation dans le détroit du Bosphore. Il traverse néanmoins une zone de forte activité sismique, la zone kurde de la Turquie avec ses problèmes d'insécurité et surtout la zone conflictuelle du Karabakh. Sur ce dernier conflit, la traversée par un oléoduc pourrait être une source d'apaisement dans l'espoir d'un partage des dividendes. Toutefois une telle hypothèse semble d'autant plus ténue que les russes ont intérêt à y maintenir une certaine instabilité pour éviter ce passage. Une autre solution de transit est constituée par le trajet Bakou-Géorgie, avec ensuite trois variantes : évacuation maritime par le port de Poti (d'une capacité insuffisante et nécessitant ensuite le transit au travers du Bosphore), évacuation par l'Adjarie (port de Batoumi ou transit vers la Turquie) qui se heurte aux problèmes d'instabilité de ce pays, fomentés en partie à cet effet par la Russie, et enfin transit par la Turquie en évitant l'Adjarie. Cette solution agréée d'autant plus les turcs qu'elle leur permet de jouer un rôle dans le transit des hydrocarbures tout en évitant les problèmes du Bosphore. Elle satisfait également les américains car elle leur permet d'avoir une variante à la solution russe²⁵.

C'est pour cette raison que les russes essaient de s'y opposer en tentant d'envoyer des troupes en Géorgie centrale au prétexte de la protection des minorités russes et en Géorgie orientale au prétexte d'infiltrations tchéchènes. Il a déjà été dit qu'ils ont été contrés sur ce point par l'envoi d'observateurs de l'OSCE à la frontière et de conseillers militaires occidentaux. La construction de cet oléoduc sera néanmoins d'autant plus longue qu'elle se heurte au franchissement du relief du Caucase sud, à des difficultés de financement et à l'influence des clans, des factions, voire des mafias en Géorgie.

En cas d'échec de cette voie de transit, il ne reste plus que le passage obligatoire par le territoire russe, solution qui convient parfaitement à l'objectif russe de contrôle des flux mais pose néanmoins quelques difficultés. La première est constituée par l'insécurité en Tchétchénie qui menace l'intégrité du tuyau et l'exploitation des gisements pétroliers situés dans cette république (qui ne sont pas épuisés comme certains l'on fait croire pour en détourner les revenus). La deuxième difficulté est constituée par l'état déplorable de l'oléoduc et par sa capacité

²⁵ L'oléoduc B.T.C (Bakou-Tbilissi- Ceyhan) représente un investissement de trois milliards de dollars, court sur 1750 kilomètres et culmine à 2750 mètres d'altitude. Originellement conçu en association par BP-SOCAR-STATOIL-UNOCAL-T.P.A.O.-ITOCHU-DELTA HESS, ce projet a été rejoint par A.G.I.P., TOTAL-FINA-ELF, Conoco-Pillips et IMPEX. La décision de construction a été prise en août 2002 et les travaux devraient être achevés en 2005 (source www.totalfinaelf.com).

insuffisante. Son doublement et son passage plus au Nord en évitant la Tchétchénie constitue un investissement financier hors de portée de la seule Russie. L'augmentation des capacités du port russe de Novorossiisk se heurte à des coûts élevés, à une opposition écologique locale naissante et à une opposition de la Turquie sur le même thème à savoir la protection du Bosphore. Ce dernier argument a été néanmoins mis à mal par l'attitude incohérente de la Turquie qui ne le soulevait pas dans le cas du transit des hydrocarbures au travers de la Géorgie.

En tout état de cause, la politique de contrôle des flux d'hydrocarbures par la Russie est cohérente et possède des atouts certains. Elle semble néanmoins vouée à un demi échec ou un demi succès : elle contrôle une partie importante de ces flux sans en avoir la maîtrise totale.

243) influencer sur les consommateurs et les cours.

Deux modes d'influence sur les consommateurs sont possibles : le mode direct en tant que producteur et le procédé indirect en tant qu'intermédiaire. La Russie, tant par l'immensité de ses ressources énergétiques que par celle de son territoire et de sa situation, peut jouer sur les deux tableaux.

La Russie est un pays producteur d'hydrocarbures, gaz et pétrole. Son influence est directement liée à la part qu'elle fournit aux pays importateurs et à sa moindre dépendance en besoin de devises. C'est ainsi qu'elle est très influente dans les pays de « l'étranger proche » pour lesquels elle constitue le fournisseur essentiel d'énergie, sa position géographique ne permet guère d'alternative et enfin elle pratique des tarifs très préférentiels. Ainsi l'Ukraine est l'objet d'une véritable mise sous tutelle politique par la Russie au moyen de la fourniture énergétique. Dans le Caucase, les réserves de charbon et de pétrole de la Géorgie ne couvrent que 5% de ses besoins nationaux. Elle reçoit du pétrole et des produits pétroliers d'Azerbaïdjan mais 85% de son énergie provient de la Russie (pétrole de Russie et gaz de Russie et du Turkménistan). Les possibilités de diversification des approvisionnements sont faibles, ce qui explique en partie l'intérêt de la Géorgie à servir de zone de transit pour un oléoduc évacuant la production d'Asie centrale. Cette emprise de Moscou est d'autant plus forte qu'elle fournit ces pays à des tarifs très préférentiels de l'ordre du dixième des prix du marché mondial, confortant

l'impossibilité de diversification des approvisionnement, vu son surcoût excessif. Ainsi, en 1999, le prix moyen était de 14\$ les mille mètres cube de gaz vendus au sein de l'ex U.R.S.S. contre 116\$ s'ils étaient vendus à des pays de l'Union européenne. De surcroît, la Russie n'hésite pas à varier ses tarifs préférentiels en fonction de la docilité des gouvernements de « l'étranger proche » en adoptant six tarifications différentes. En deux ans, la Géorgie est passée par toute la gamme de prix au gré des événements.

C'est précisément cette politique tarifaire qui affaiblit la Russie. Tout d'abord, concernant les pays de l'étranger proche, elle n'en retire guère que des avantages politiques temporaires et peu d'avantages économiques. Une telle politique incite à contrario ces pays à diversifier leurs ressources et à diminuer leur dépendance. Elle est onéreuse pour l'économie russe dans la mesure où elle réduit l'entrée de devises. Enfin, la double tarification lui vaut, ensuite, les critiques des pays d'Europe occidentale qui paient au cours du marché mondial et y voient une pratique incompatible avec l'accession de la Russie à l'O.M.C., accession à laquelle elle aspire fortement.

La Russie peut se servir de ses livraisons énergétiques pour faire pression sur les pays clients. Ainsi de nombreux français craignent un délitement de l'union européenne au travers du « retournement économique » de l'Allemagne vers l'Est et de sa dépendance croissante et à terme très nette vis à vis de la Russie pour ses approvisionnements énergétiques (gaz). Cette situation est d'autant plus probable que l'Allemagne a renoncé à l'avenir à l'utilisation de l'énergie atomique et qu'elle est contrainte par le traité de limitation de production de gaz à effet de serre (excluant une hausse notable de l'utilisation du charbon ou du pétrole). Cette menace de « finlandisation » de l'Europe est sérieuse à long terme. Il convient de préciser que la dépendance énergétique de l'union européenne va croissante puisque les importations vont passer de 50% en 2000 à 70% en 2020, plus précisément de 76% à 90% pour le pétrole importé et de 40% à 70% pour le gaz importé. La part de la Russie dans ces importations est actuellement respectivement de 16% et 47% et ira en croissant notamment dans le domaine du gaz.

Si le danger est sérieux pour l'Union Européenne, il peut toutefois dans l'immédiat être tempéré grâce à la dépendance de la Russie en devises à l'égard de l'Union, dépendance qui constitue pour l'instant un contrepoids notable durable, compte tenu de la situation économique de ce pays. Ainsi 30% des exportations

gazières de la Russie vont à l'Union Européenne et représentent 71% des ses revenus gaziers. L'appareil d'exploitation des hydrocarbures russes a besoin d'être entretenu et modernisé ; cela représente un investissement de 600 milliards de dollars que la Russie est incapable de financer seule et pour lesquels elle a des difficultés à obtenir des financements internationaux, compte tenu de l'opacité et de l'instabilité de ses systèmes politique, économique, législatif et bancaire qui n'inspirent pas confiance aux investisseurs (les quelques courageux qui y ont investi depuis le début des années 1990, malgré le souvenir cuisant des français à l'égard des emprunts russes de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle, ont presque tous été échaudés et rappelés à ce triste passé). L'arme gazière pour faire pression sur l'Union européenne ne pourra pas être efficace avant plus d'une décennie.

Enfin, la Russie doit conserver la possession de ses ressources en hydrocarbures. Pour cela elle doit affronter des enjeux de cohésion nationale (évoqués plus haut) car certaines entités riches de la fédération de Russie peuvent avoir des vellétés d'indépendance comme les tchéchènes ou en avoir eu comme les tatars de la Volga.

Par l'immensité de son territoire et par sa situation géographique, la Russie peut faire pression sur les pays consommateurs en tant qu'intermédiaire incontournable. Cette situation est indubitable vis à vis des pays de l'étranger proche, d'autant qu'elle est assortie de la politique tarifaire précédemment énoncée. Le demi-échec de la politique de « maîtrise des tuyaux » ne permet pas une telle politique à l'égard des pays occidentaux qui ont également la possibilité de diversifier leurs approvisionnements et à l'égard desquels la Russie est dépendante en matière de capitaux.²⁶

La maîtrise, du moins partielle, de la production, des oléoducs et par conséquent de la livraison, permettrait à la Russie d'avoir une influence certaine, voire la maîtrise du marché de l'énergie, de jouer sur les cours et par là même, peser notablement sur l'économie et la politique des pays tant producteurs que

²⁶ Toutes les valeurs relatives au pétrole fournies dans ce paragraphe ont pour origine l'Institut Français du Pétrole.

consommateurs. Mais si la Russie possède des atouts pour mener une politique d'influence basée sur l'énergie, elle n'en possède néanmoins pas tous les moyens.

25) les limites de la politique Russe dans la région.

La politique russe dans la région du Caucase se heurte à plusieurs obstacles. Tout d'abord, la volonté d'indépendance de certains pays est réelle et forte. Ensuite, la Turquie constitue, certes, une puissance rivale mais aussi le premier partenaire économique de la Russie dans la région. Etat laïque, la Turquie est également un contrepoids face à l'expansionnisme des mollahs iraniens. La politique russe à l'égard de cet état se doit donc d'être équilibrée.

Enfin, l'ambition de la politique énergétique russe se heurte à sa faiblesse en ressources en capitaux mais aussi et surtout aux intérêts américains. La Russie manque non seulement de capitaux pour investir mais dépend également de ses exportations énergétiques pour financer son économie. Ces exportations représentent 40% des exportations russes et 66% des recettes du budget de la Fédération (source Institut français du pétrole). La Russie qui possédait un potentiel industriel et une technologie reconnus est ravalée de facto au rang de pays en voie de développement si on définit ces pays comme étant ceux qui tirent l'essentiel de leurs ressources de l'exportation de matières premières. L'économie russe peut de surcroît être considérée comme particulièrement fragile puisque, ne s'appuyant que sur un type de production, elle est très exposée aux fluctuations du marché. Dans cette nouvelle vision de l'ordre mondial basé sur la puissance énergétique, les « majors » américaines sont beaucoup mieux placées et en passe d'arriver en position hégémonique²⁷. Elles possèdent non seulement des capacités financières

²⁷ En effet, elles contrôlent l'essentiel des ressources en Amérique du sud, au Moyen-Orient et par le biais de joint ventures et de capitaux, celles d'Asie centrale. L'hypothèse est avancée que la guerre en Irak est le moyen de mettre la main sur les réserves pétrolières de ce pays et que L'Iran pourrait même constituer une étape suivante. Ce volet militaire et stratégique accompagnerait, toujours selon la même hypothèse, la politique des « majors » tendant à contrôler l'essentiel des zones de production. Ainsi, en Afrique, où elles sont soupçonnées, en jouant sur les différents ethniques, de déstabiliser les pays producteurs (ou potentiellement producteurs) du golfe de Guinée qui ont préféré la concurrence. Une telle situation de quasi-monopole leur permettrait en toute logique économique

supérieures à celles des russes mais la pression à la baisse qu'elles peuvent exercer sur les cours constitue une menace majeure pour l'économie russe et l'indépendance de la Russie.

CONCLUSION

Le Caucase constitue donc une région essentielle pour la Russie. Aux « limes » de l'empire, il s'agit d'une zone complexe sous de nombreux aspects dont l'importance sur le plan sécuritaire est notable à cause de son instabilité et de son rôle de frontière.

Carrefour du monde asiatique et européen, possédant de grandes ressources en hydrocarbures et situé à une position clef pour leur évacuation, le Caucase constitue un atout essentiel pour l'économie russe, tant pour son développement que pour la place de puissance mondiale qu'elle veut tenir. Elle devra néanmoins prendre en compte l'apparition récente des Etats-Unis dans cette zone qui transforme le jeu traditionnel Russie-Turquie-Iran en un jeu inédit à la distribution nouvelle et aux règles et à l'équilibre à définir. Cette nouvelle donne aura probablement des conséquences notables pour l'avenir de la Russie en tant que puissance.

de faire chuter les cours (à dix dollars le baril par exemple) mais cette politique, incidemment, pourrait ruiner l'économie de nombreux pays (comme la Russie).

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES PRIMAIRES :

- ~ M DE SELLIERS; la gouvernance des entreprises.; colloque au Sénat sur la Russie; 30/09/02
- ~ M GROUVEL; les enjeux du pétrole et du gaz en Russie.; colloque au Sénat sur la Russie; 01/10/02
- ~ MME LE BAIL; L'union européenne et la Russie.; colloque au Sénat sur la Russie; 02/10/02
- ~ MME DRASPOSKY; La Russie et le Caucase.; colloque au Sénat sur la Russie; 03/10/02
- ~ M DUBIEN; Les nouveaux états indépendants; colloque au Sénat sur la Russie; 04/10/02
- ~ M FEDEROVSKI; Les relations triangulaires France-Allemagne-Russie.; colloque au Sénat sur la Russie; 05/10/02
- ~ M HERTFELD; réformes juridique et le droit: le cadre juridique et fiscal; colloque au Sénat sur la Russie; 06/10/02
- ~ M SAPIR; La situation économique en Russie.; colloque au Sénat sur la Russie; 07/10/02
- ~ MME CARRERE D ENCAUSSE; Le facteur religieux.; colloque au Sénat sur la Russie; 08/10/02
- ~ COLONEL (Géorgie) SHURGAIA; que je remercie vivement pour l'aide qu'il m'a apporté à cette étude;

OUVRAGES :

- ~ DAN ALEXE; La guerre des soufis.; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ VIATCHESLAV AVIOUTSKII; l'engrenage de la guerre en Tchétchénie; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ YVES LACOSTE; réflexions sur les causes d'un incendie au versant nord du Caucase; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ CHARLES LECOEUR; le Caucase, une très grande montagne à la croisée des plaques; HERODOTE n°81; La découverte; 1996

- ~ ALEXANDRE TOUMARKINE; Les identités de la société tchéchène, l'extérieur de la guerre; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ ALEXANDRE TOUMARKINE; La diaspora "tcherkesse" en Russie.; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ MAÏERBEK VATCHAGAEV; La Tchétchénie et la guerre du Caucase au XIXème siècle.; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ STEPHANE YERASIMOS; Trancaucasie: le retour de la Russie.; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ~ ELISABETH SIECA-KOZLOWSKI; Turquie et pays de l'ex-U.R.S.S.; ; KARTHALA; 2000
- ~ ALEXANDRE TOUMARKINE; Turquie et pays de l'ex-U.R.S.S.; ; KARTHALA; 2000
- ~ AYMERIC CHAUPRADE; Géopolitique: constantes et changements dans l'histoire; ; ELLIPSES; 2001
- ~ *Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, Caucase, Monophysite, nestorien;* ENCYCLOPEDIE; LAROUSSE;

ARTICLES :

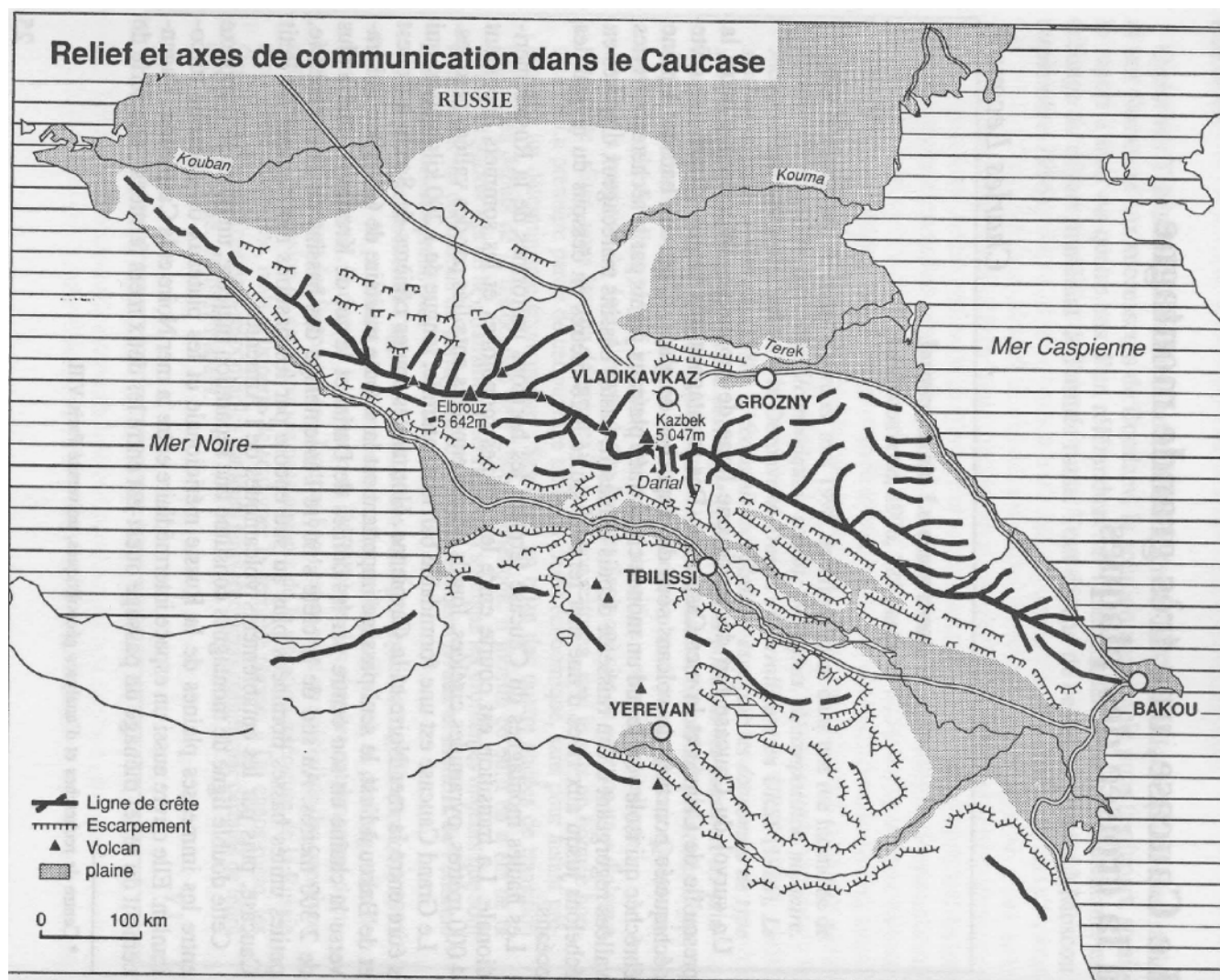
- ~ MARCEL SEMERIAT; **Les risques concernant les besoins énergétiques;** revue de défense nationale; ; sept-87
- ~ BERNARD GUILLEREZ; église, pouvoir et société en Russie; revue de défense nationale; ; Août-88
- ~ EMINE DE SAINT-BLANQUAT; Trancaucasie, Arménie soviétiques: une question de nation; revue de défense nationale; ; janv-89
- ~ JEAN CLAUDE JOSEPH; les zones d'application des mesures militaires adoptées par la C.S.C.E.; revue de défense nationale; ; mai-93
- ~ VICTOR YVES GHEBALI; La crise Tchétchène devant l'O.S.C.E.; revue de défense nationale; ; mai-95
- ~ PHILIPPE MOREAU DEFARGES; La Russie, un état comme les autres?; revue de défense nationale; ; août-96
- ~ LOUIS PILANDON; la conversion du complexe militaro industriel russe; revue de défense nationale; ; fev 1996
- ~ MICHEL/ PIERRE/ GERARD ROMIEU/ CASTILLON/ LOISEAU; les transports internationaux d'énergie; revue de défense nationale; ; fev 1996
- ~ PATRICK BRUNOT; le projet politique Turc; revue de défense nationale; ; juin-97
- ~ HELENE/ ALEXANDRE/ GERARD/ HENRI CARRERE D ENCAUSSE/ ADLER/ WILD/ PARIS; la crise Russe; revue de défense nationale; ; juil-99
- ~ PAUL IVAN/ LAURE/ YVES/ ISABELLE/ ANNE DE ST GERMAIN/ MANDEVILLE/ ZLOTOWSKI/ FACON/ TINGUY; la crise Russe; revue de défense nationale; ; sept-99
- ~ JEAN CHRISTOPHE ROMMER; la Russie et son "étranger proche"; Economica; 1999
- ~ CHARLES SEBES; L'Arménie et la stabilité dans le sud du Caucase; revue de défense nationale; ; nov-99
- ~ PIERRE NOEL; le pétrole du proche orient; cahier de mars n°167; ; 2000
- ~ ISABELLE/BRUNO CORDONNIER/ TERTRAIS; l'Asie nucléaire/ Russie Chine Inde, l'alliance qui n'aura pas lieu; travaux et recherches IFRI; 2001

- ~ comité 3; 54ème session HIEDN; Les enjeux économiques du Sud Caucase; ARMEES D'AUJOURD'HUI N°272; 2002
- ~ CEN CULOT; La Russie et son flanc sud: une logique politique globale; tribune du CID N°27; 2002
- ~ ANNE DE TINGUY; LA C.E.I. existe-elle vraiment?; Cahier de mars n°173; ; 2002
- ~ CF DAMIEN LORGE; les relations Moscou Téhéran de 1979 à 2001, évolution sous l'effet de deux révolutions.; mémoire 9ème promotion du C.I.D; 2002
- ~ VALERIE/ARNAUD NIQUET/ DUBIEN; la politique asiatique de la Russie et la réalité du tropisme chinois.; cahier de mars n°173; 2002
- ~ C.E.S PHILIPPE SIDOS; Le conflit ABKHAZE; tribune du CID N°27;
- ~ FRANCOIS THUAL; Les conflits du Caucase; Cahier de mars n°173; 2002
- ~ CB ERIC VIDAUD; Mer Caspienne: quels enjeux?; mémoire 9ème promotion du C.I.D; 2002
- ~ *L'appétit insatiable des pétroliers russes* ; le Figaro économique du 5 mars 2003

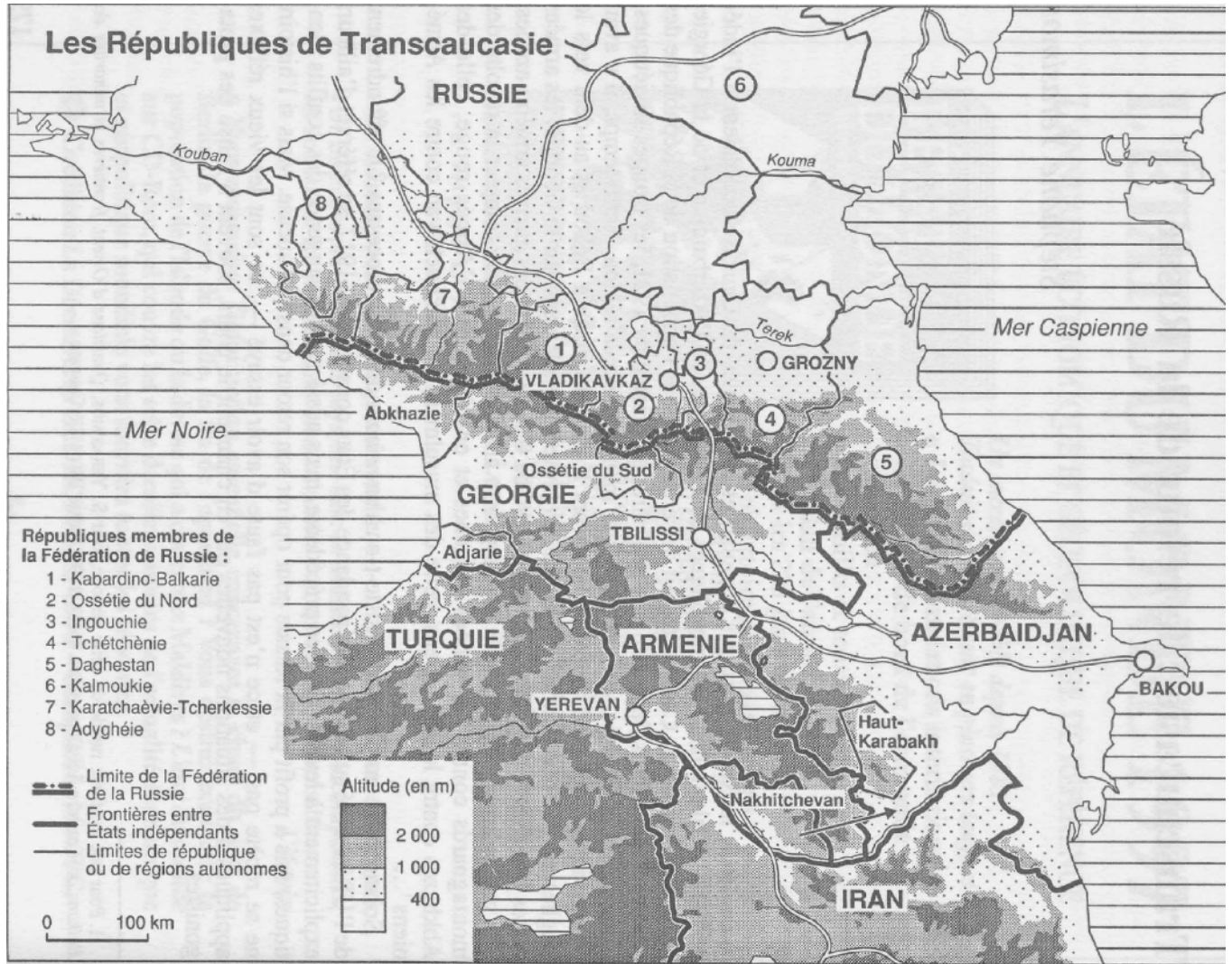
LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE 1 :** Le relief (carte)
ANNEXE 2: Les états (carte)
ANNEXE 3: Les populations (carte)
ANNEXE 4A : Les projets d'oléoduc (carte régionale)
ANNEXE 4B: Les projets d'oléoduc (carte large)
ANNEXE 5A : Les cosaques (carte large)
ANNEXE 5B : Les cosaques (carte locale)
ANNEXE 6 : Les migrations (tableau)
ANNEXE 7 : La production du pétrole en Russie et dans le Caucase (tableau)
- ANNEXE 8 :** Les populations de l'empire Perse.

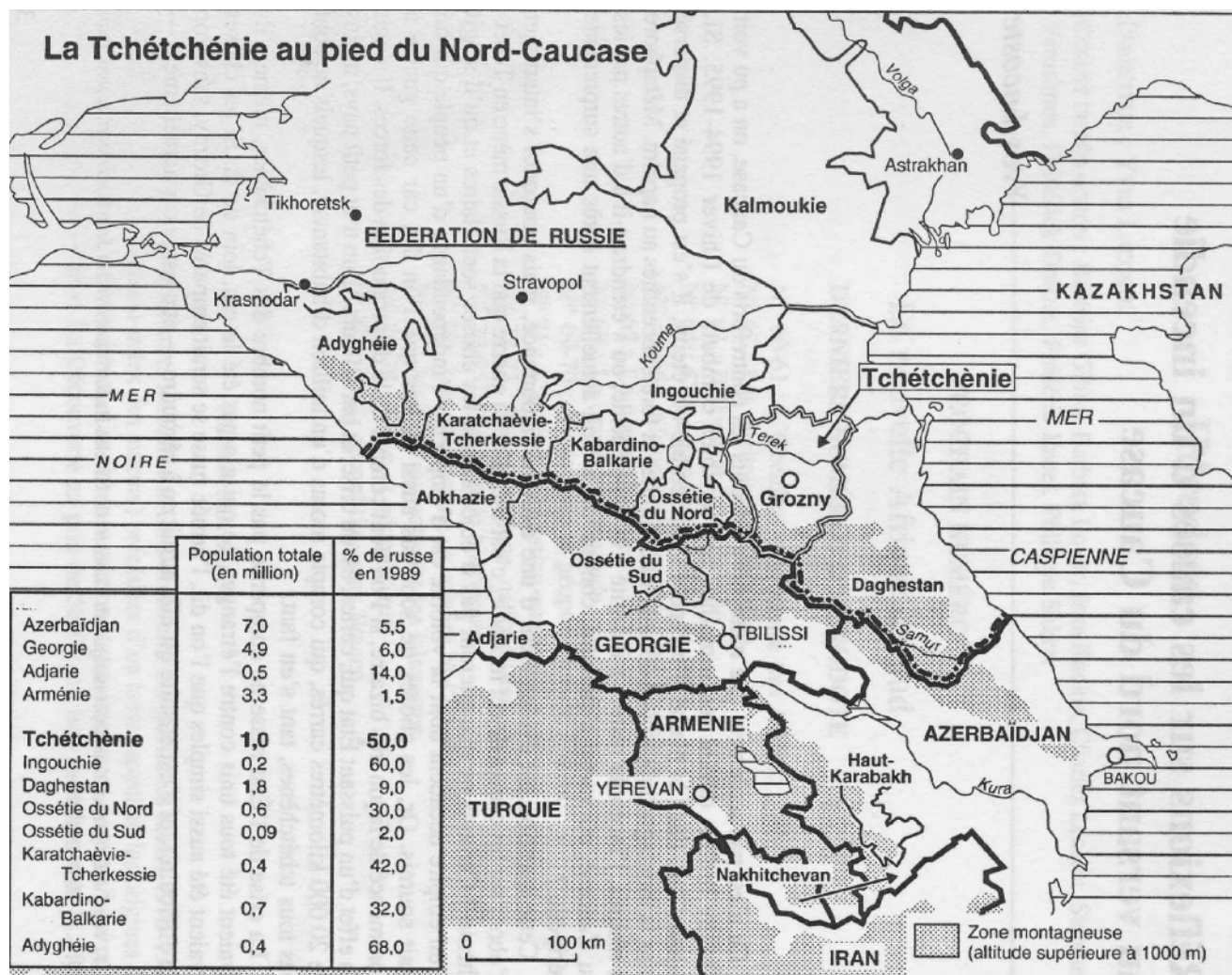
ANNEXE 1
LE RELIEF
(d'après HERODOTE n°81)



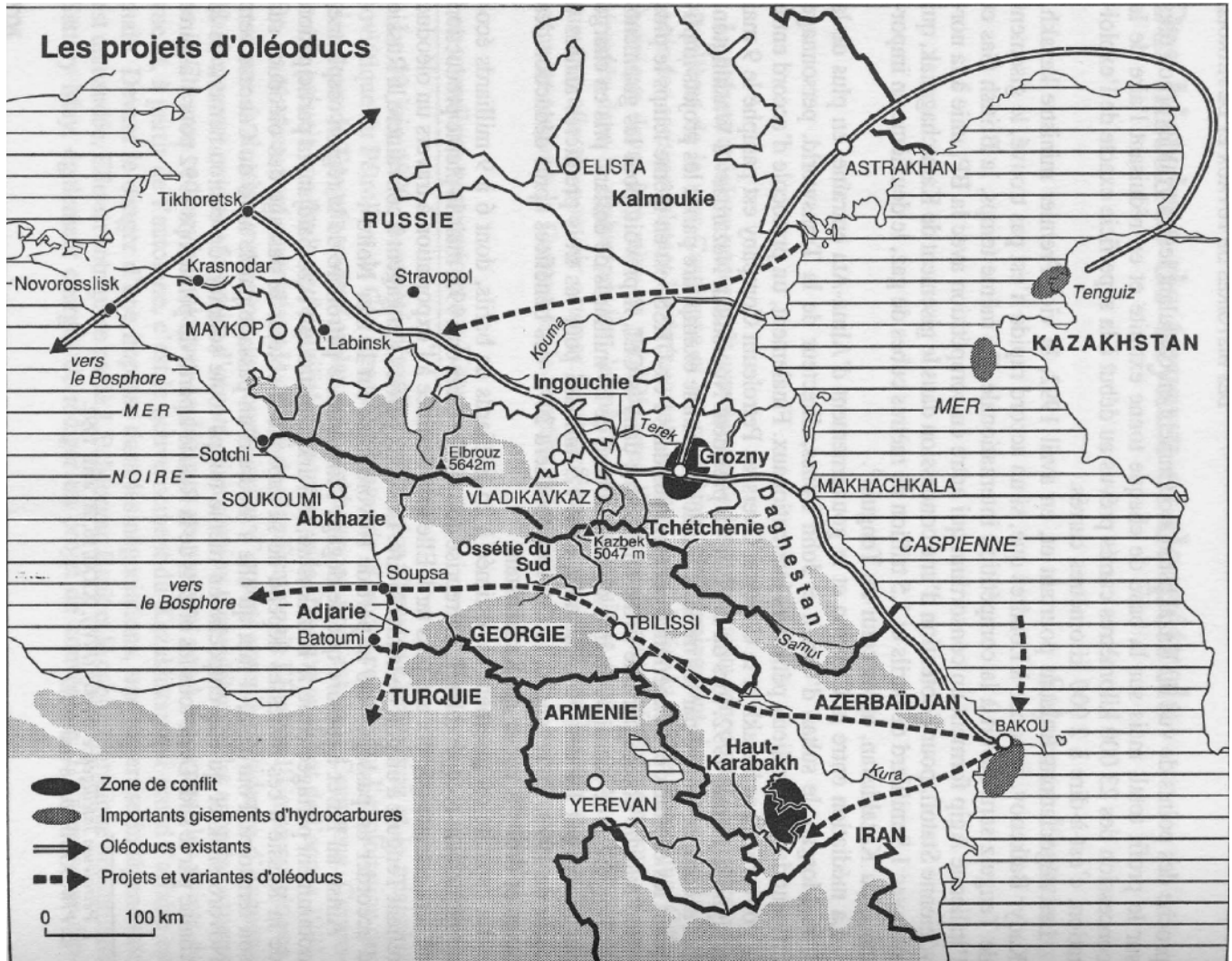
ANNEXE 2
LES ETATS
 (d'après HERODOTE n°81)



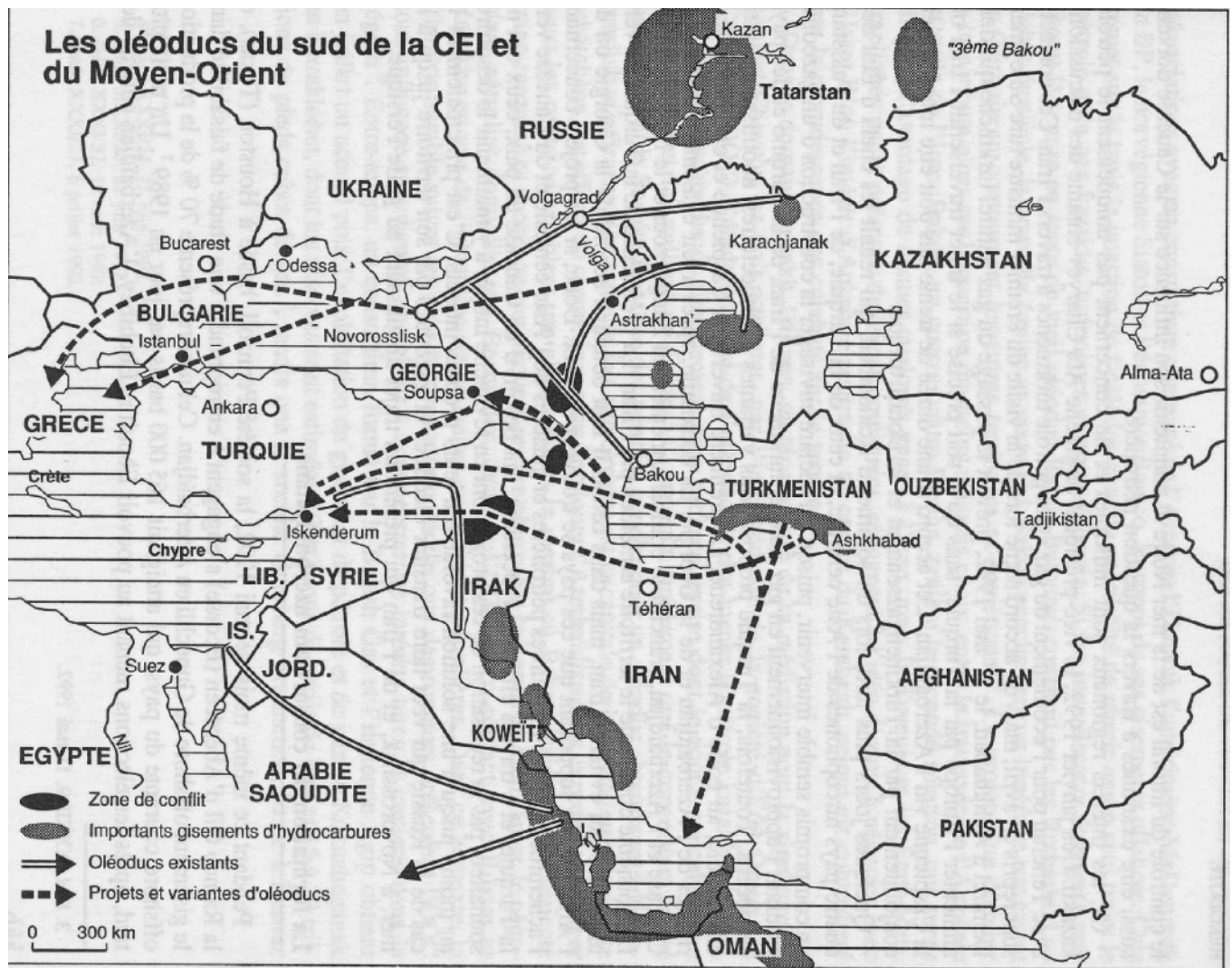
ANNEXE 3
LES POPULATIONS
 (d'après HERODOTE n°81)



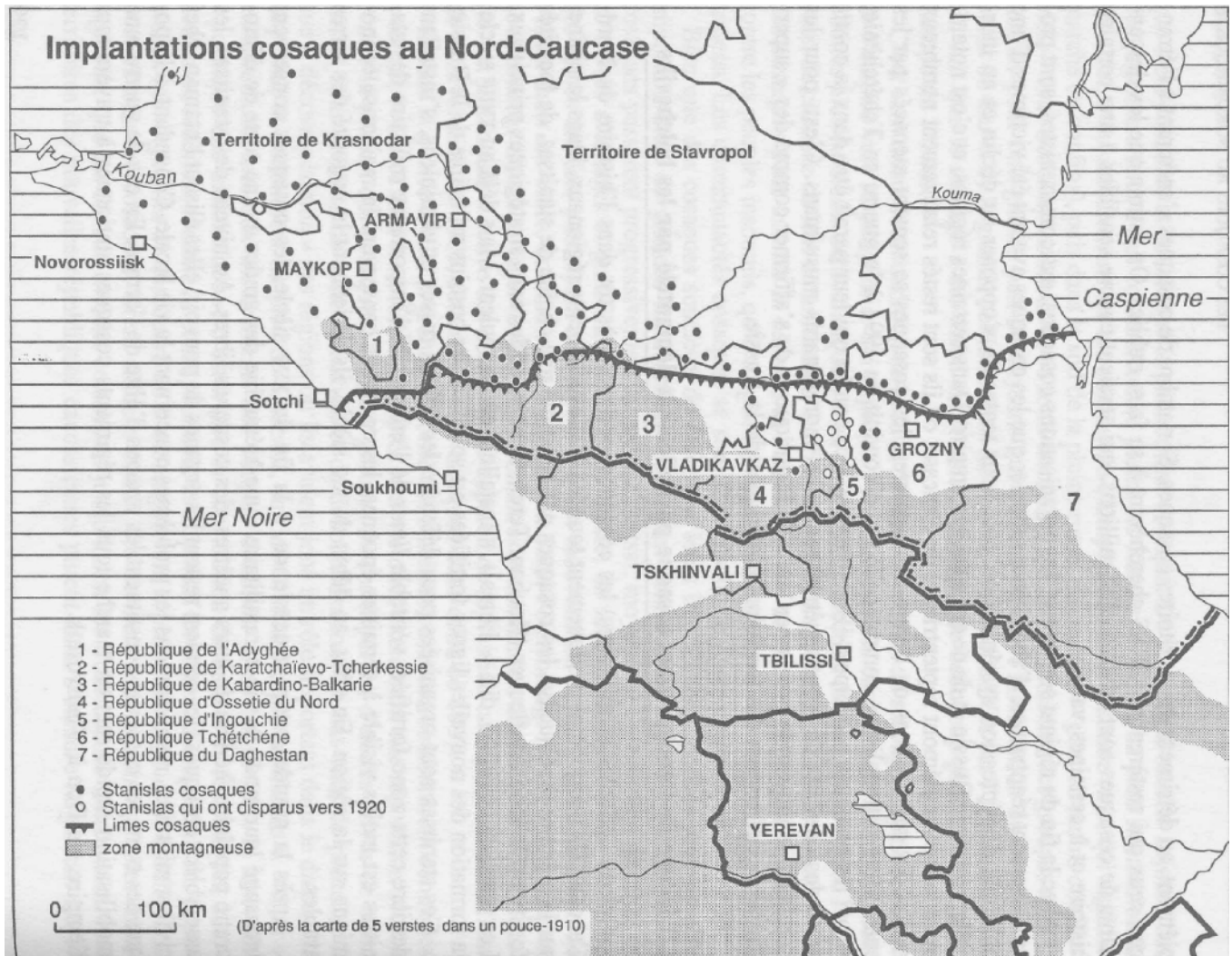
ANNEXE 4 A
LES PROJETS D'OLEODUCS (CARTE REGIONALE)
 (d'après HERODOTE n°81)



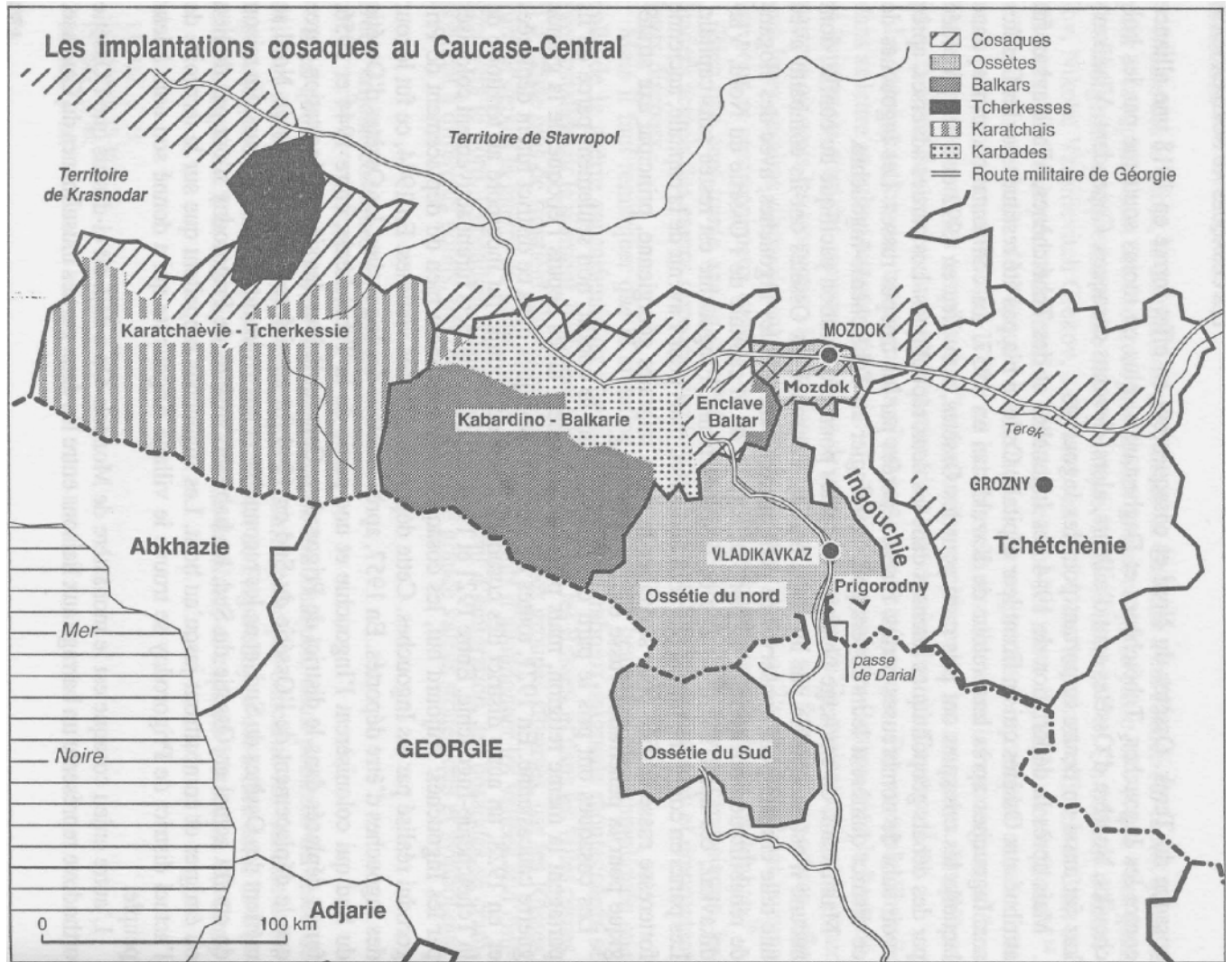
ANNEXE 4 B
LES PROJETS D'OLEODUCS (CARTE PLUS VASTE)
 (d'après HERODOTE n°81)



ANNEXE 5A
LES COSAQUES (CARTE LARGE)
 (d'après HERODOTE n°81)



ANNEXE 5B
LES COSAQUES (CARTE LOCALE)
 (d'après HERODOTE n°81)



ANNEXE 6
LES MIGRATIONS
(d'après la Russie et les pays de l'ex-U.R.S.S. KARTHALA 2000)

Dans les pays de la CEI, les troubles ont entraîné dans les années 1993-94 de nouveaux flux vers la Russie. En 1995-1996, la fin de la guerre en Tchétchénie et des résultats économiques meilleurs dans la CEI ont fait diminuer ces flux.

Tableau 11. Réfugiés, migrants forcés et personnes déplacées
dans les États de la CEI (en milliers)²

Etat	Réfugiés	Migrants forcés	Personnes déplacées	total
Azerbaïdjan (1)	203,7	30	683,6	917,3
Géorgie (2)	0,3		281,7	282,0
Moldavie (3)			3,5	3,5
Russie (4)	327,4	560,3	133,2	1020,9
Ukraine (5)	2,0			2,0

(1) au 1er janvier 1996. Source: Comité de statistiques d'Azerbaïdjan.

(2) au premier trimestre 1995.

(3) au 1er janvier 1995.

(4) au 31 mars 1996. Source : Service fédéral des migrations de la Fédération de Russie.

(5) se réfère aux réfugiés de Tchétchénie. 16 février 1995.

Les autres mouvements migratoires sont observables à l'intérieur du Caucase. Les conflits infra-caucasiens entre la Géorgie et l'Abkhazie, l'Ingouchie et l'Ossétie du Nord, la Tchétchénie ont progressivement induit «l'homogénéisation» ethnique de ces territoires (Abkhazie, Ossétie du Sud, Tchétchénie, Ossétie du Nord).

Ces conflits ont entraîné un flux migratoire vers la Russie et un flux interne au Caucase vers des territoires en paix.

Une étude des tendances migratoires dans le Nord-Caucase révèle que pour deux migrants enregistrés, un troisième au moins n'est pas enregistré³.

Il ne reste que 50% des 340000 russes vivant en Géorgie en 1989.

2.V. Mukomel, «Forced migrants in the Commonwealth of Independent States », p. 143, in Cooperation- and Conflict in the former Soviet Union: Implications for Migration, Rand, 1996.

3.L. Khoperskaïa, « Migration and contemporary ethno-political conflicts in the North Caucasus ». pp. 136-141, in Cooperation and Conflict in the former Soviet Union: Implications for Migration. Rand, 1996.

ANNEXE 7

LA PRODUCTION DE PETROLE EN RUSSIE ET DANS LE CAUCASE (en millions de tonnes)

((d'après la Russie et les pays de l'ex-U.R.S.S. KARTHALA 2000)

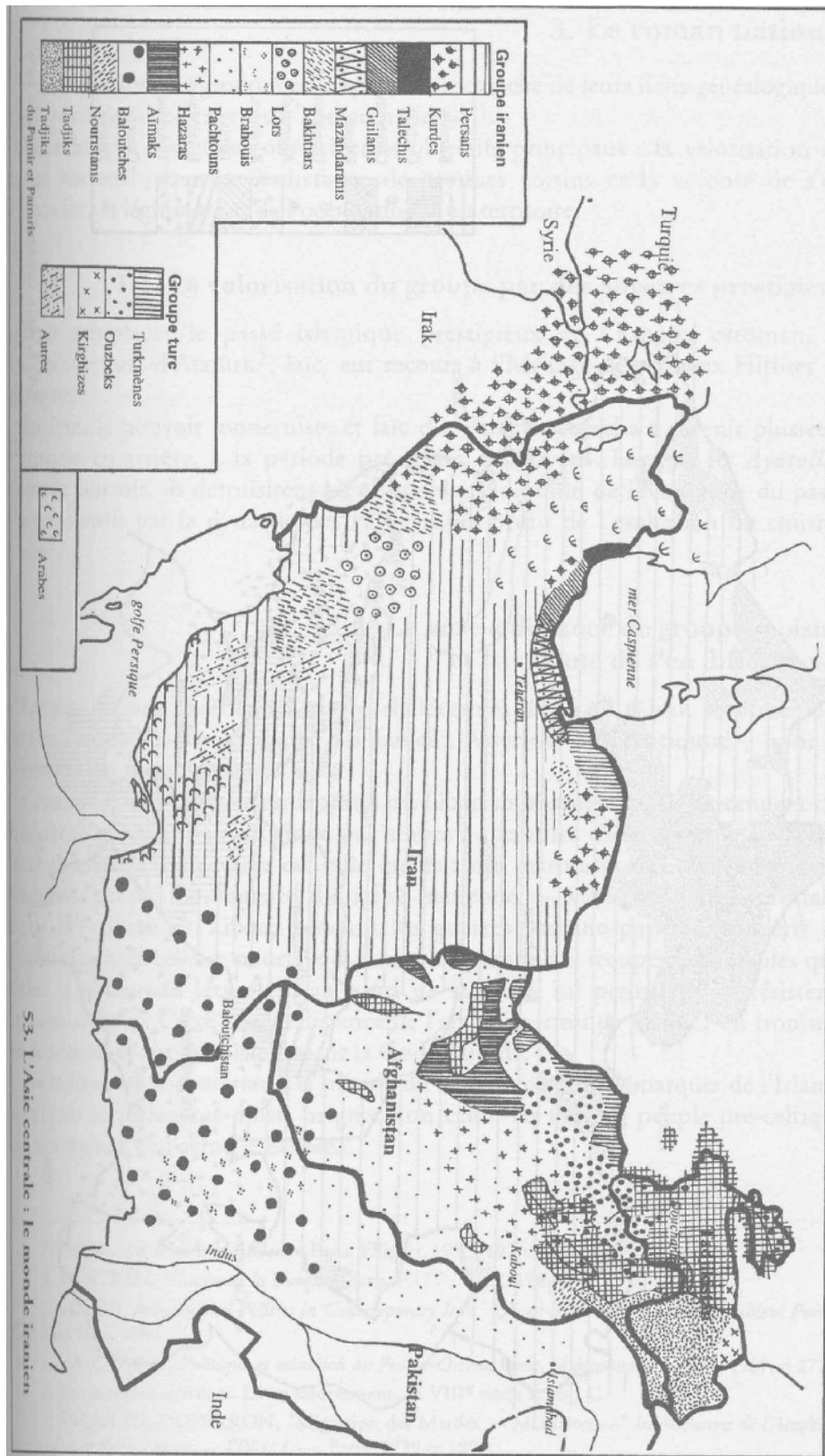
	1991	1992	1995
Russie	462	399	361
Dont Nord caucase	8.1	7.3	4.2
Dont Tchétchénie	3.9	3.2	0.4
Azerbaïdjan	11.7	11	9.2
Géorgie	0.2	0.1	0.158

Les réserves pétrolières de la Caspienne se placent au troisième rang mondial derrière le Proche Orient et la Sibérie soit 178 à 200 milliards de t de brut (16% des réserves planétaires) et 1000 à 7000 milliards de m3 de gaz..

ANNEXE 8

LES POPULATIONS DE L'EMPIRE PERSE

(d'après A. CHAUPRADE Géopolitique édition Ellipses)



53. I/Asie centrale : le monde iranien